



LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN-BAPTISTE SAY

“Les lumières et la morale
sont aussi nécessaires au
maintien de la République
que le fut le courage pour
la conquérir.”



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



Il nous l'avait bien dit

mai 2021

L'Angleterre... et nous ?



Alors que les élections locales au Royaume-Uni ont donné des résultats qui vont provoquer une vive tension entre l'indépendantiste Écosse et le gouvernement, que les pêcheurs français pénalisés par le Brexit font face à la Royal Navy, et que ses finances publiques ressemblent à celles de l'hexagone, il n'est pas inutile d'observer de près notre voisin et amusant de lire ces réflexions de Say à son sujet.

« Le grand malheur de l'Angleterre vient d'avoir eu, depuis de nombreuses années, des administrations successives qui, en commettant toutes les fautes possibles, n'ont jamais commis celle de manquer aux engagements du gouvernement.

Cette régularité passée en principe, jointe à la publicité des comptes, et à l'édifice spécieux de la caisse d'amortissement a élevé le crédit du gouvernement au point de lui permettre de consommer le principal des revenus à venir du peuple anglais, de faire porter aux générations futures le poids des fautes de la génération présente, et de décupler, de centupler l'importance de ces fautes, par les vastes ressources que ce crédit mettait aux mains des directeurs du cabinet politique.

Qu'on prenne la peine de combiner cet élément avec l'orgueil d'une nation à qui l'on peut faire commettre toutes les sottises imaginables, pourvu qu'on lui parle de sa gloire et de ses droits.

Il y sans doute beaucoup de lumières en Angleterre ; mais à quoi servent les lumières, qu'il importe qu'on connaisse la véritable situation des choses une fois que les passions sont en jeu ? Mais on finit toujours par payer avec usure toutes les sottises qu'on fait ; et plus on approche du terme où il faut nécessairement compter et moins on a de latitude pour commettre impunément de nouvelles erreurs. L'économie n'est plus une science de spéculation et de luxe, l'habileté est d'obligation. Et l'on peut hardiment prédire que tout gouvernement qui en méconnaîtra ou en méprisera les principes, est destiné à périr par les finances. »

In « de l'Angleterre et des Anglais » 1815

Analyse économique

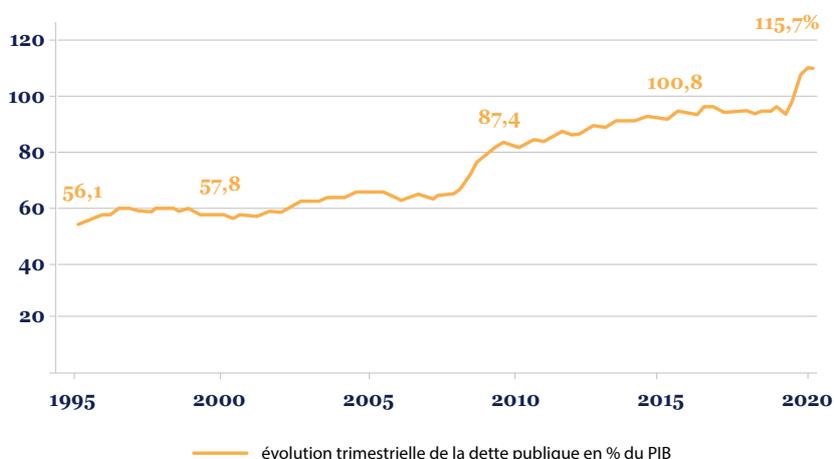
mai 2021

Endettement public, stop ou encore ?

Quel est le niveau de dette publique en France ?

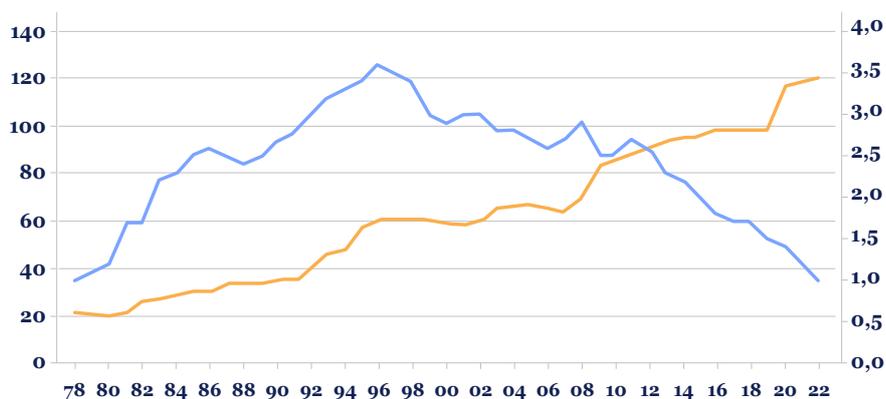
Il est d'usage de comparer la dette publique au PIB d'un pays. Pour ce qui concerne la France, les niveaux atteints en 2020 et 2021 sont des niveaux records qui nous rapprochent de ceux rencontrés à la sortie des conflits armés du 20e siècle. La progression récente a été fulgurante, en deux temps, sous l'effet de la crise financière de 2008 et de la pandémie de 2020. Rappelons que nos engagements européens à la création de l'euro étaient de contenir cette dette à moins de 60% du PIB...

Une dette record en 2020



Pourquoi est-ce un problème puisque si son niveau monte sans cesse, le coût de cette dette ne cesse de baisser ?

France : endettement et charge d'intérêts



source : AMECO

— Dette/PIB — Intérêts/PIB

Intérêts de la dette en milliards d'euros



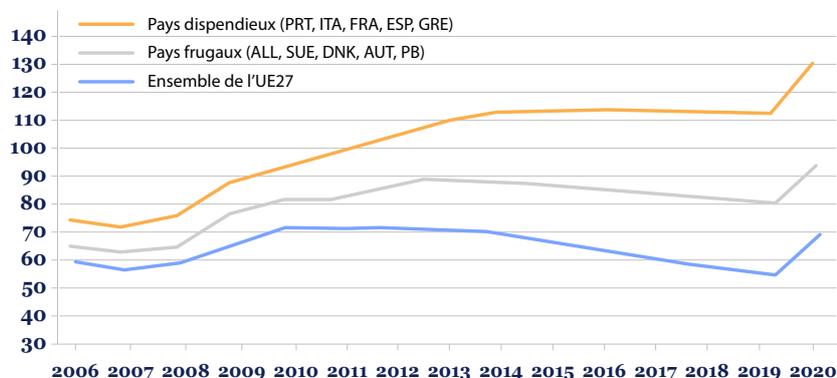
On pourrait naturellement penser que plus la dette augmente plus son coût absolu augmente et plus le risque de défaut devenant prégnant, le taux d'intérêt qu'elle porte doit s'apprécier. Il faut rappeler les ordres de grandeur : la dette française est de 2600 milliards d'euros, son coût de 33 milliards peut se comparer par exemple aux 10 milliards du budget de la Justice ou aux 70 milliards de l'Enseignement Scolaire ; nos dépenses de Défense sont d'environ 40 milliards et le budget de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur de 38 milliards. Aujourd'hui cette dette coûte fort peu : à peine 1,3% en moyenne. Une charge qui a baissé de plus de 10 milliards en deux ans !

Ce paradoxe s'explique par l'intervention de la Banque Centrale Européenne (B.C.E) : elle agit sur les taux courts en les mettant à un niveau négatif, sorte d'aberration économique qui signale que l'avenir a moins de valeur que le présent ; et elle intervient directement sur les taux à long terme en achetant des obligations publiques sur le marché. Ce qui va contre toute l'orthodoxie classique qui interdit normalement à l'émetteur de monnaie qu'est la Banque centrale de financer directement le Trésor (on se rappelle l'émotion de nos amis allemands à ce sujet). Car cela revient à ce qu'on appelle faire tourner la planche à billets : créer plus de monnaie que l'économie ne crée de richesse.

La France bénéficie de pouvoir s'endetter dans une monnaie supranationale, l'Euro. Si elle pratiquait seule cette politique, sa devise se déprécierait fortement, témoignant de l'appauvrissement du pays, comme ce fut le cas de la Grande-Bretagne lors de la crise de 1976 qui mit le pays sous la tutelle du FMI. Il s'est agi donc, en plus, d'une perte de souveraineté que la Grèce a en partie connue suite à la crise de 2011.

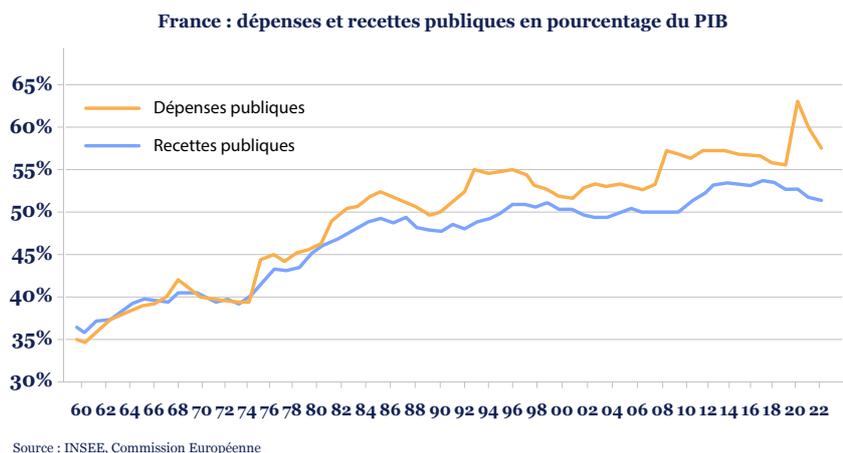
Des trajectoires de dette fortement différenciées

Poids de la dette publique (en % du PIB)

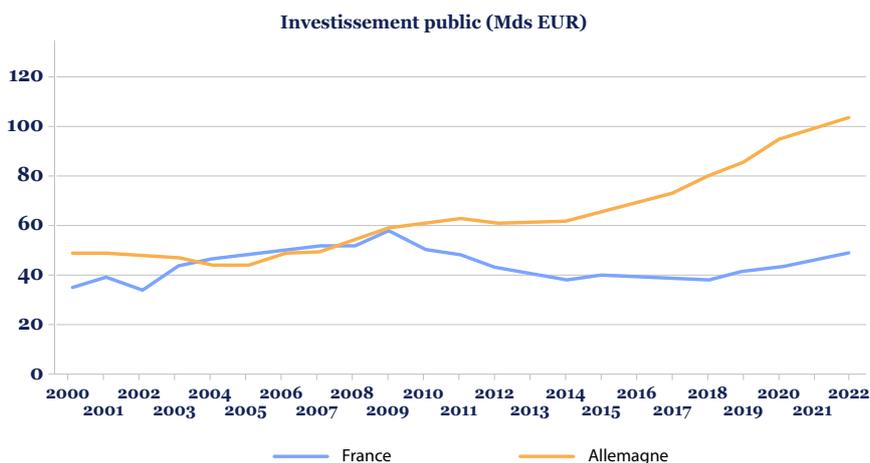


La France et les pays du sud de la zone euro profitent de la discipline des pays du nord qui ont contenu ou réduit leur niveau d'endettement au cours des dernières années. Il ne faut pas oublier que les non-résidents détiennent plus de 50% de notre dette publique, ratio qui monte à presque 70% si l'on exclut la dette détenue par la BCE. Par ailleurs, il faut souligner que les pays le moins endettés sont ceux qui ont les PIB par habitant les plus élevés et qui ont le plus progressé au cours de la dernière décennie. Cela questionne la pertinence de l'endettement dans la création de la richesse nationale.

Mais quelle est donc l'origine de cet endettement croissant ?



En réalité, nous vivons au-dessus de nos moyens. Nous refusons d'aligner nos prélèvements obligatoires au niveau de nos dépenses ou nous refusons de réduire nos dépenses au niveau de nos prélèvements. Et cet excès de dépenses ne résulte pas d'investissements qui pourraient éventuellement le justifier. Les investissements ont été rognés au profit de la distribution de pouvoir d'achat.



L'augmentation de nos dépenses et de nos déficits est en grande partie due au poids de nos retraites (plus de 15% du PIB, niveau le plus élevé de l'OCDE, après l'Italie). Le vieillissement de la population (« papy boom »), l'effet de la baisse de la natalité depuis plus de 40 ans et l'avancée à 60 ans en 1982 de l'âge de la retraite sont les causes de cette charge toujours plus lourde. Par ailleurs, les tranches d'âges les plus élevées ont maintenant le pouvoir d'achat par unité de consommation le plus élevé. Il est loin le souvenir de la génération des misérables retraités (il en existe toujours malheureusement) et du minimum vieillesse généralisé.

Nos dépenses de santé et notamment hospitalières sont aussi parmi les plus élevées au monde. D'une façon générale, la réponse aux résultats insuffisants de l'action publique a toujours été d'ajouter de la dépense et des effectifs sans recherche de l'efficience. Si les dépenses d'intervention sociale sont les plus élevées au monde, ce ne sont pas les seules à avoir progressé ; les effectifs de la fonction publique ont crû de 40% ces 40 dernières années alors que la population progressait de 20%. Et les revenus des agents publics ont sensiblement plus progressé que ceux des salariés du secteur privé et les dépassent maintenant en moyenne.

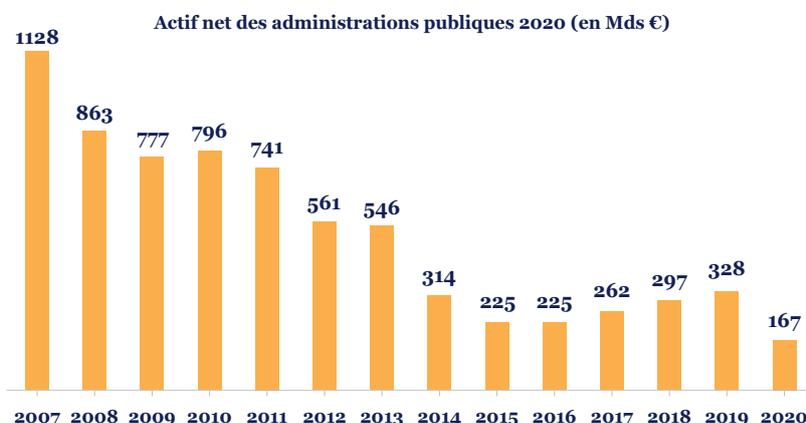
Lorsque l'État a essayé de réduire ses dépenses de fonctionnement, il l'a fait à coups de rabet qui a conduit à la misère de certains services publics et au maintien du gaspillage dans d'autres. Et les collectivités locales n'ont pas ralenti leurs dépenses de leur côté.

Si nos dépenses publiques sont insuffisamment financées, elles sont aussi mal financées. Nos recettes reposent trop sur la production. Impôts de production et charges sociales viennent pénaliser notre productivité et notre compétitivité par rapport à nos partenaires commerciaux. Cette perte de compétitivité est à l'origine de notre désindustrialisation et du niveau élevé de chômage chronique.

De plus, sans pour autant couvrir nos dépenses publiques, les administrations se sont appauvries pour faire face à leurs engagements. Face à l'augmentation du passif s'ajoute la baisse des actifs.

Administrations : un patrimoine en baisse continue de 160 Mds € en 2020 et un endettement sur fonds propres qui explose

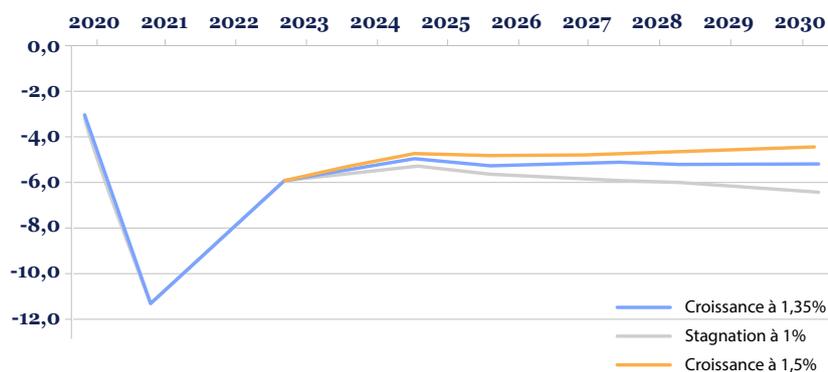
L'actif net résulte de la différence entre l'actif et le passif. Depuis 2007 l'actif net des administrations françaises (APU) ne cesse de baisser. Il était de 1128 Mds en 2007, les estimations le situent autour de 167 Mds en 2020 (source Insee), soit une division par 6,8.



Quelle est l'urgence à remédier à cet endettement et comment ?

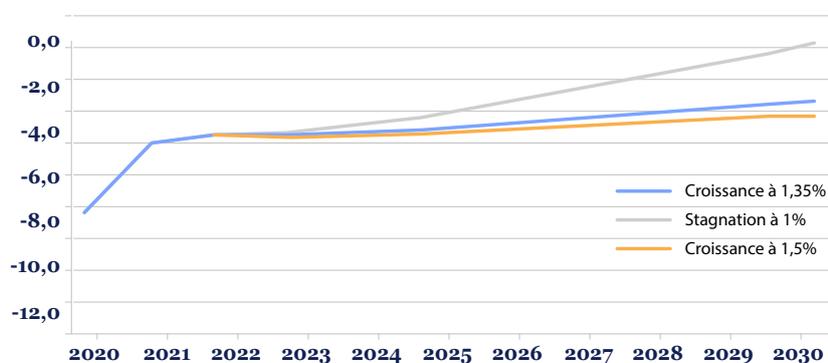
Les projections sont inquiétantes et il faut s'attaquer au sujet avant que les taux d'intérêt ne remontent, ce qu'ils ont commencé à faire.

Déficit public (projection 2030)



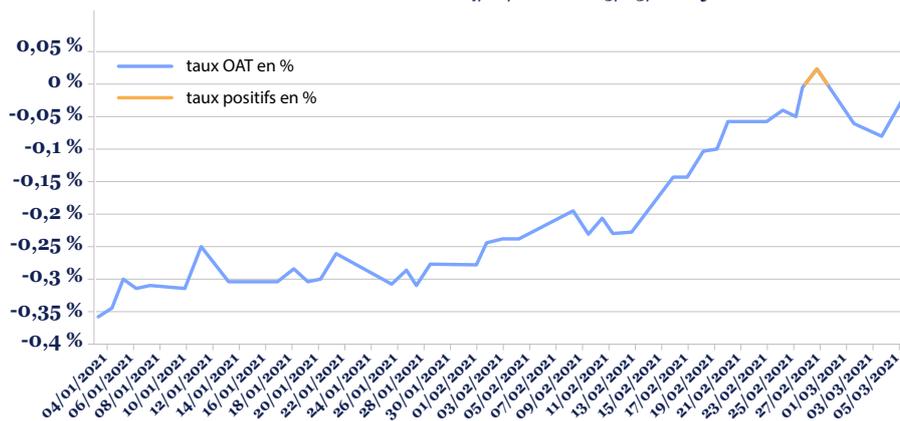
Source : CAFF et Direction générale du Trésor

Dettes publiques (projection 2030)



Source : CAFF et Direction générale du Trésor

Zoom sur les taux des OAT à 10 ans 04/01/2021 au 05/03/2021 jours ouvrés



Source : Banque de France 2021

L'augmentation des taux d'intérêt est inévitable à moyen terme : le niveau actuel est historiquement le plus bas jamais connu et résulte des manipulations des banques centrales. Historiquement les périodes de surendettement ont toujours fini par des périodes d'inflation forte. La reprise probable de l'inflation avec le retour d'une croissance fortement stimulée par les relances budgétaires consécutives à des envolées des masses monétaires est très probable. Il ne faut pas oublier que les banques centrales ont aussi pour devoir d'assurer la stabilité des prix. Elles veilleront certainement à ne pas casser prématurément ou brutalement le cycle de croissance, mais elles devront l'accompagner pour éviter la surchauffe et une perte de contrôle de l'évolution des prix.

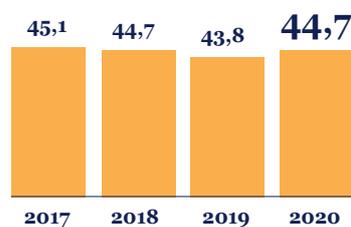
Du fait de l'échéance annuelle d'une partie de ses emprunts et de la nécessité de les renouveler ainsi que de la nécessité de financer les nouveaux déficits, c'est plus de 15% de son stock de dettes que l'État français émet chaque année. Ce sont ces nouvelles émissions qui ont permis de baisser le coût de la dette et ce sont les mêmes qui feront augmenter celui-ci en cas de hausse des taux. Bercy a ainsi chiffré à environ 30 milliards d'euros le coût supplémentaire de la dette au bout de 8 ans en cas de hausse des taux de 1%. La normalisation des taux d'intérêt pourrait en l'espace de 10 ans projeter le coût de la dette à 60 ou 90 milliards d'euros devenant ainsi le premier poste de dépenses budgétaires. C'est pour cela qu'il faut contenir et réduire la dette dès maintenant, en commençant par réduire les déficits.

L'augmentation des impôts semble illusoire et délétère. On l'a vu dans le passé : fuite des capitaux et fuite des cerveaux. Trop d'impôt tue l'impôt et notre niveau record de prélèvements obligatoires a montré ses limites.

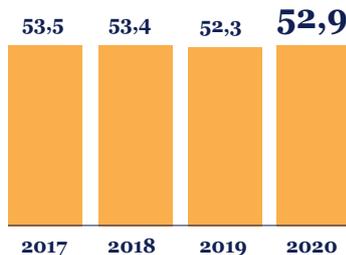
Déficit public en % du PIB



Prélèvements obligatoires, en % du PIB



Recettes publiques, en% du PIB



Dépenses publiques, en% du PIB



Certains proposent de ne pas rembourser cette dette : au regard de nos besoins de financement, il est difficile d'imaginer que nous retrouverions des prêteurs si nous annulions tout ou partie de notre dette. Comment pourrions-nous dès lors financer les retraites et les dépenses médicales et sociales de tous genres?

La solution repose sur la maîtrise de la dépense publique, la recherche de son efficacité et l'exigence de résultats.

Ce qui implique de définir des responsabilités qui ne sont pas établies aujourd'hui.

« La Société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration » nous dit l'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789.

Il est surtout nécessaire d'augmenter notre production en augmentant notre potentiel de croissance.

Cela ne peut se faire que par une progression de la quantité de travail produite ; celle-ci est très inférieure à celle de nos voisins et les leviers importants existent sur les tranches d'âge 15-24 ans et 55-64 ans qui ont des taux d'activité trop faibles.

Taux d'activité	15-64 ans	15-24 ans	25-54 ans	55-64 ans
France	72%	37%	88%	55%
Allemagne	78%	50%	87%	73%
G7	75%	43%	84%	66%
Europe 28	74%	40%	86%	61%

Source OCDE

Le taux d'activité est le rapport entre la population active (celle qui travaille, cherche un emploi ou est en formation) et la population en âge de travailler, définie comme celle âgée de 15 à 64 ans.

Cela permettra de remonter le nombre d'heures travaillées qui nous situe aujourd'hui fortement en bas de classement dans les comparaisons internationales.

Nombre d'heures travaillées rapporté à la population totale (par an)

France	635
UE	752
Allemagne	729

Enfin, une certaine reprise de l'inflation viendra appauvrir les créanciers et allégera le poids de cette dette, sous l'effet des relances budgétaires colossales qui risquent de mettre en surchauffe certaines économies et de la poursuite de politiques monétaires laxistes.

Bref, des réformes structurelles de nos dépenses sociales, une meilleure efficacité de l'intervention publique et l'augmentation de la quantité de travail doivent améliorer notre taux de croissance.

Avec un peu d'inflation, la dette diminuera et nous pourrions supporter l'augmentation de son coût.

Certains pays ont entrepris et réussi ce genre de transformation. Mais de la parole aux actes...

Reçu 10/10

mai 2021

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Pierre Gattaz, Le cœur et le courage, Débats Publics 2021



Voilà un petit livre que tous les français, à commencer par leurs dirigeants, devraient lire. Chef d'entreprise engagé, Pierre Gattaz est tout sauf un idéologue ou un suppôt d'un quelconque « ultralibéralisme » au service du « grand capital ». Il ambitionne de faire sortir la France de son chômage de masse et de longue durée qui la distingue malheureusement parmi les grandes économies de l'OCDE. Cet objectif de plein emploi doit dicter tous les autres.

Il identifie les quatre freins à l'embauche : le risque (impossibilité de faire marche arrière), le coût, la complexité (droit du travail) et la pénurie de compétences. Pour chaque obstacle Pierre Gattaz propose des solutions qui s'organisent autour de la croissance, la compétitivité,

les compétences et la confiance. Il donne pour chaque thème les directions à prendre et les moyens à déployer.

Comparant l'industrie suisse qui représente 25% du PIB du pays, à l'industrie française (10% du PIB français) il relève que chaque village suisse a son usine alors que chacun des nôtres a son supermarché. Faire le choix de l'industrie et de la production exige de renoncer à la consommation à crédit. La réindustrialisation est donc nécessaire, car elle permet de générer des gains de productivité bien supérieurs que dans les services.

Une saine contribution au débat public qui refuse le déclin et le fatalisme. D'autres pays ont réalisé avec succès des transformations semblables à celles que préconise Pierre Gattaz. Quel est le risque à s'y lancer ?

Collé 0/10

mai 2021

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

Le télétravail ?

L'adoption obligatoire et généralisée du télétravail pose des questions. Lors de la présentation des enquêtes de conjoncture pour le deuxième trimestre, l'Insee relève d'après le Monde, que les entreprises sont de plus en plus nombreuses à considérer que le télétravail a un impact négatif sur la productivité. 20% estiment que l'effet est défavorable contre 10% qui le jugent plutôt favorable. La productivité serait de plus affectée par les mesures sanitaires de distanciation sociale ou le port du masque.

L'OCDE estime qu'il y a une relation en « \cap » entre le travail à domicile et l'efficacité du salarié. La productivité progresserait dans un premier temps grâce à l'élimination des temps de transport, des réunions inutiles et des pauses café et en réduisant la durée des pauses repas. Mais dans un second temps, l'absence de contacts avec les collègues et la distanciation du lien avec le management provoqueraient une démobilisation aggravée par ce qui est appelé la « Zoom » fatigue. Il semblerait en effet que les réunions virtuelles soient plus fatigantes que les réunions physiques.

C'est un sujet sur lequel il est trop tôt pour se prononcer. Certaines entreprises ont fait des choix radicaux du « tout télétravail » (en tout cas le maximum) et d'autres le refusent presque absolument. Il faut noter que toutes les formes d'entreprises en France portent le nom de « société » (anonymes, à responsabilité limitée, coopératives etc.). C'est bien aussi parce que l'entreprise est une réunion de capacités matérielles et immatérielles qui interagissent. L'homme étant un animal social, il est probable que cette interaction doive prendre une forme physique dominante pour être satisfaisante pour les intéressés et bénéfique pour l'entreprise. Il est amusant de noter que des milliers de fans se rassemblent dans des stades pour suivre des compétitions de jeux vidéo...

Certainement selon les tâches à accomplir, selon les situations familiales et personnelles et selon les tempéraments plus ou moins sociaux de leurs collaborateurs, les entreprises devront s'adapter. Un vrai changement, par rapport « au monde d'avant » où les salariés devaient s'adapter à l'entreprise. Ce qui ne sera pas sans impact sur l'affectio societatis des salariés ni sur la solidarité de l'entreprise à leur égard. A surveiller de près.

Parole d'entrepreneur

mai 2021

Olivier Gambari – Président Fondateur de Olistik & Associé de iNex-Circular



Entrepreneur libre

Planter, arroser, entretenir, récolter... l'entretien régulier du jardin familial à Ury-sur-Seine et à Coulommiers aux côtés de ses parents aura certainement contribué à façonner l'âme d'entrepreneur d'Olivier Gambari.

Des parents qui compensent des moyens modestes par l'action, la créativité, et l'engagement personnel. Très vite ils transmettent à leur fils la valeur de l'investissement et du travail, de la rigueur et des obligations, de l'ambition. Le goût d'entreprendre. Très tôt Olivier met à profit ses passions pour se donner les moyens de financer ses projets. Avec ses cours particuliers de musique et la location de ce studio « presque pro » d'enregistrement dans sa maison, il paye ses premiers voyages et se forge ce caractère d'homme libre.

Parce qu'il a besoin de comprendre son environnement, Olivier fait un DEA de sociologie. Une première étape qu'il investit sagement dans une formation ingénieur télécom et qui lui offre ses premières expériences professionnelles chez Cegetel dans la gestion des flux de streaming, notamment celui du Loft-2. Puis chez Bolloré dans le développement d'applications innovantes pour les serveurs vocaux alors en pleine expansion. Les réunions marketing sans fin le poussent à faire son sac et partir pendant 1 an et demi autour du monde : Népal, Tibet, Inde, Afrique du Sud...

Pour vivre et continuer d'étape en étape, il développe des sites internet. Il crée caravane.com. Tout de suite repéré par Télérama. D'abord free-lance à son retour en France en 2005, il crée son agence Web en 2008. Le goût du travail bien fait et le bouche-à-oreille lui permettent de signer rapidement de grosses références : EADS, Air Liquide, ... sans jamais démarcher le moindre prospect. Comme les plantes qu'il travaillait et arrosait enfant avec ses parents, son agence Olistik grandit, s'épanouit, et compte des clients tous fidèles depuis plus de 10 ans.

Deux autres tentatives de création en association suivent, sans succès. Olivier retient la leçon : bien se connaître avant de s'associer ! Pour l'essai suivant, il travaille 6 mois sur son nouveau projet avant de s'associer pour créer iNex-Circular. Ce « tinder du déchet », outil de détection de gisement local de déchets destinés aux recycleurs, aux industriels et aux énergéticiens, compte une vingtaine de clients parmi lesquels de belles références telles que Veolia, Engie, Solvay ou encore Chanel.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

Depuis le plus jeune âge, je suis extrêmement indépendant. Ma recherche d'indépendance m'a toujours poussé à agir. J'ai été habitué par mes parents à faire les choses moi-même, à prendre l'initiative et comme eux dans la conduite de leurs projets, à investir, travailler, valoriser. Mon choix d'études devait aussi me permettre de répondre à mon objectif d'indépendance.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Ce qui permet d'entreprendre c'est l'équipe que l'entrepreneur réunit autour de son projet. L'équipe a un pouvoir d'action déterminant à partir du moment où elle s'investit. Chacun a la capacité de prendre des initiatives, de créer de nouveaux produits par exemple. Plus l'équipe entreprend et innove et plus elle crée de la richesse.

Si l'entrepreneur est souvent celui qui détecte sur le marché les nouveaux besoins, c'est finalement l'équipe qui va développer les produits et les services qui vont y répondre. On peut aussi considérer que la Société et ses nouveaux besoins qui émergent sans cesse exercent une force puissante conduisant les entrepreneurs et les entreprises à entreprendre.

Finalement ce qui différencie un entrepreneur des membres d'une équipe « entreprenante » c'est l'appétence au risque financier, et la capacité à gérer la pression et à planifier le développement.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

La création de valeur d'après moi correspond à l'alignement et l'équilibre de trois éléments : la valeur sociétale de notre offre qui répond à un besoin, les valeurs que nous partageons en interne au sein de l'entreprise qui permettent de générer des performances élevées, et enfin résultat logique des deux valeurs précédentes, la valeur financière.

On crée de la valeur avec la mission que l'on porte. C'est notre cas avec une mission à fort impact environnemental et local. Notre vision est de réduire l'impact environnemental sans pour autant basculer dans la décroissance. Le retour en arrière n'est pas possible. Adapter les paramètres est donc créateur de valeur.

Après il y a la création de valeur éthique, la façon dont on voit le monde et la façon d'interagir avec les autres. Nous sommes sur des éléments humanistes, mais rigoureux. Bienveillants, mais pas prêts à accepter la médiocrité. Nos valeurs sont la rigueur, la régularité et le dépassement de soi. La méritocratie est très vertueuse.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

Lorsque j'ai monté ma société, la seule aide dont on pouvait bénéficier était l'exonération de charges sociales. Il n'y avait pas d'incubateurs, d'accélérateurs, de BPI, etc.

Aujourd'hui, difficile de dire ce que l'on pourrait ajouter à tout ce qui existe déjà. Avec iNex nous avons bénéficié de nombreux accompagnements : Accélérateur Polytechnique gratuit et une aide de 30 000 €, Accélérateur Essec gratuit, formations INSEAD. Lorsqu'on a commencé à lever des fonds, la BPI a ajouté un prêt équivalent à 50% des fonds levés avec remboursement différé. Que peut-on attendre de plus ?

L'obstacle aujourd'hui c'est le recrutement. Il y a pénurie d'ingénieurs dans la data. Tout le monde se rue sur les Data Scientistes et les Data Analystes. Mais les technos vont tellement vite qu'il est compliqué d'adapter le système éducatif assez rapidement aux besoins des entreprises.

Il arrive un moment où il faut arrêter de vouloir être aidé. Il faut savoir s'aider soi-même avec tout ce qui existe déjà.

mai 2021

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

